

Gouvernement du Québec

## Décret 1310-2021, 6 octobre 2021

CONCERNANT l'approbation de l'Accord Canada-Québec relatif à des services téléphoniques et en ligne concernant l'aide au renoncement tabagique visant la période du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2024

ATTENDU QUE l'Accord Canada-Québec relatif à des services téléphoniques et en ligne concernant l'aide au renoncement tabagique, approuvé par le décret numéro 838-2020 du 12 août 2020, a été conclu le 18 août 2020 entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada souhaitent conclure l'Accord Canada-Québec relatif à des services téléphoniques et en ligne concernant l'aide au renoncement tabagique visant la période du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2024;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (chapitre M-19.2), le ministre de la Santé et des Services sociaux peut, conformément à la loi, conclure des ententes avec tout gouvernement, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation pour l'application de cette loi ou d'une autre loi relevant de sa compétence;

ATTENDU QUE l'Accord Canada-Québec relatif à des services téléphoniques et en ligne concernant l'aide au renoncement tabagique est une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvé l'Accord Canada-Québec relatif à des services téléphoniques et en ligne concernant l'aide au renoncement tabagique visant la période du 1<sup>er</sup> avril 2021

au 31 mars 2024, lequel sera substantiellement conforme au projet d'accord joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

75771

Gouvernement du Québec

## Décret 1311-2021, 6 octobre 2021

CONCERNANT la nomination de membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles

ATTENDU QUE l'article 120 de la Loi sur le système correctionnel du Québec (chapitre S-40.1) prévoit que la Commission québécoise des libérations conditionnelles est composée d'au plus douze membres à temps plein, dont un président et un vice-président, et de membres à temps partiel, dont le nombre est déterminé par le gouvernement;

ATTENDU QUE l'article 121 de cette loi prévoit que les membres de la Commission sont nommés par le gouvernement;

ATTENDU QUE l'article 122 de cette loi prévoit que les membres de la Commission sont nommés pour un mandat d'au plus cinq ans;

ATTENDU QUE l'article 123 de cette loi prévoit qu'un membre de la Commission demeure en fonction à l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé;

ATTENDU QUE l'article 125 de cette loi prévoit que le gouvernement fixe le traitement et les conditions de travail des membres de la Commission;

ATTENDU QUE mesdames Lara Butstraen et Connie Petosa ont été nommées de nouveau membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles par le décret numéro 397-2012 du 18 avril 2012, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE messieurs Jean-Guy Desgagné et Alain Dionne ainsi que madame Ivonne Guillén-Lemus ont été nommés de nouveau membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles par le décret numéro 397-2012 du 18 avril 2012, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à leur remplacement;

ATTENDU QUE madame Isabelle Leblond a été nommée de nouveau membre à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles par le décret numéro 20-2013 du 16 janvier 2013, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE madame Diane Marsolais et monsieur Jacques Monette ont été nommés membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles par le décret numéro 396-2013 du 10 avril 2013, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à leur remplacement;

ATTENDU QUE monsieur Pierre Duchaine a été nommé de nouveau membre à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles par le décret numéro 473-2013 du 8 mai 2013, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE madame Stéphanie Giroux a été nommée membre à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles par le décret numéro 1248-2013 du 27 novembre 2013, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE monsieur Guy Laroche a été nommé membre à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles par le décret numéro 1248-2013 du 27 novembre 2013, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE mesdames Lara Butstraen, Stéphanie Giroux, Isabelle Leblond et Connie Petosa soient nommées de nouveau membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles pour un mandat de trois ans à compter des présentes;

QUE les personnes suivantes soient nommées membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles pour un mandat de trois ans à compter des présentes :

— monsieur Luc Blouin, enseignant en criminologie, Collège de Maisonneuve, en remplacement de monsieur Jean-Guy Desgagné;

— madame Ariane D'Amour-Lalonde, enseignante en criminologie, Département de techniques policières, Cégep de Sherbrooke, en remplacement de monsieur Alain Dionne;

— madame Stéphanie Gauvreau, consultante principale, Relais Expert-Conseil inc, en remplacement de monsieur Pierre Duchaine;

— monsieur Frédéric Gouin, en remplacement de madame Ivonne Guillén-Lemus;

— madame Marlainé Harton, avocate en pratique privée, en remplacement de madame Diane Marsolais;

— madame Josée Mayo, avocate en pratique privée, en remplacement de monsieur Jacques Monette;

— madame Reisa Teitelbaum, avocate en pratique privée, en remplacement de monsieur Guy Laroche;

QUE les personnes nommées en vertu du présent décret soient rémunérées conformément au décret numéro 47-2007 du 30 janvier 2007 concernant le traitement des membres à temps partiel, les honoraires et les allocations des membres issus de la communauté de la Commission québécoise des libérations conditionnelles et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées;

QUE les personnes nommées en vertu du présent décret soient remboursées des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions conformément aux Règles sur les frais de déplacement des présidents, vice-présidents et membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

75772